

## **Communiqué du Comité « Libérez-les ! » de soutien aux prisonniers et réfugiés politiques.**

**A l'ensemble des média.**

**Lille le 3 juillet 2009**

La réponse de l'Etat français, du Ministre Kouchner et du Préfet du Nord, à la mobilisation et à la conférence de presse pour Mme Shova GAJUREL, exilée politique népalaise, a été son expulsion/transfert du centre prison de Rétenion Administratif de Lille Lesquin, au centre prison de rétention de Bruges en Belgique, via le commissariat de Menin en Belgique.

De prison en prison...

Shova Gajurel n'est donc plus emprisonnée en France mais en Belgique, au Centre de rétention de Bruges où elle est arrivée vers 14h00 ce lundi 03 août 2009.

Dans un pays où la rétention administrative peut se prolonger...

L'Etat français qui donne des leçons d'humanisme, de droits de l'homme et de démocratie à la terre entière s'est ainsi lavé les mains en expulsant une réfugiée politique, menacée de mort dans son pays, vers un pays tiers de la communauté européenne qui l'a donc immédiatement réincarcérée.

Cette matinée du 03 août 2009 fut donc un jeu de piste brouillée par la police (à qui ordre avait été donné de faire ce transfert dans la discrétion la plus totale) entre la France et la Belgique. Des militants de Libérez les, du Comité des sans papiers de Lille (CSP59) du MRAP avaient installé une permanence à la frontière Franco Belge...ils furent rejoints par des membres du Secours Rouge Belgique, qui devraient poursuivre la solidarité indispensable avec d'autres collectifs en Belgique.

Après avoir fait le tour de plusieurs postes de polices belges, les militants solidaires ont put rencontrer Shova quelques minutes, celle-ci était particulièrement épuisée, et inquiète du fait que son Téléphone portable, seul lien pour l'instant avec ses ami(es), lui avait été confisqué par la police belge.

Cette nouvelle déportation/emprisonnement est un acte exprimant l'ignominie de nos Etats occidentaux, dont la chasse, les rafles contre les sans papiers et les demandeurs d'asile refusés sont le quotidien d'une politique que nous devons combattre à chaque instant !

Nous allons poursuivre la dénonciation de cette procédure prise par l'Etat français concernant Shova GAJUREL et poursuivre aussi, conjointement avec les solidaires belges, le combat multiforme pour que soit reconnu le droit à un statut de réfugiée politique pour Shova.

**NOTRE SOLIDARITE N'A PAS DE FRONTIERE**

J'étais présent ce lundi 3 juillet à la frontière...pour plus d'information vous pouvez me joindre : Stéphane HARDY - Comité libérez les - 06 31 42 34 87